



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Science Procurement Directorate/Direction de
l'acquisition de travaux scientifiques
11C1, Phase III
Place du Portage
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet CFWC DEVELOPMENTAL & TECH SUPPORT	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8484-168506/B	Amendment No. - N° modif. 006
Client Reference No. - N° de référence du client W8484-168506	Date 2017-02-14
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$\$V-062-30691	
File No. - N° de dossier 062sv.W8484-168506	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-02-28	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Baxter, Emily	Buyer Id - Id de l'acheteur 062sv
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-4819 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 997-2229
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8484-168506/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8484-168506

Amd. No. - N° de la modif.
006
File No. - N° du dossier
062sv.W8484-168506

Buyer ID - Id de l'acheteur
062sv
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Modification n° 006

La présente modification vise 1) à répondre aux questions des soumissionnaires éventuels, 2) à réviser la PARTIE 4 de la demande de soumissions, et 3) à réviser l'Énoncé des travaux.

1) Question 22 :

En ce qui a trait aux questions et réponses 14 et 15 de la modification n° 4 :

Nous sommes toujours fermement convaincus que la grille d'évaluation relative aux CTC1.1 et CTC1.2 est injuste et contraire au Code d'éthique pour l'approvisionnement qui prescrit « ouverture, équité et transparence ». Une fois de plus, nous demandons à la Couronne de bien vouloir examiner la grille d'évaluation actuelle pour les CTC1.1 et CTC1.2, et de la modifier afin de permettre une concurrence équitable et ouverte, dans laquelle chaque élément vaut le même nombre de points.

Réponse 22 :

Les grilles d'évaluation actuelle des CTC1.1 et CTC1.2 reflétant les exigences du client, elles demeurent inchangées.

Question 23 :

En ce qui a trait aux questions et réponses 16 et 17 de la modification n° 4 :

La Couronne n'a pas réussi à répondre précisément aux questions 16 et 17. La réponse de la Couronne ne répond aucunement aux préoccupations soulevées par ces questions. La modification apportée par la Couronne change uniquement le fait que les ressources n'auraient pas à travailler 37,5 heures par semaine, mais ne tient pas compte du fait que plusieurs des catégories de ressources cernées ne seraient pas tenues, dans la plupart des cas, de travailler 1 575 heures par an, y compris dans le scénario de la Fédération canadienne des communications (FCC) où 9 des catégories de ressources requises devraient travailler bien moins de 1 575 heures par an. Par conséquent, nous renouvelons notre question : la Couronne envisagera-t-elle de réduire les 1 575 heures de travail exigées, au moins pour les catégories qui s'ajoutent aux 10 catégories obligatoires?

Réponse 23 :

Le contrat étant fondé sur l'autorisation des tâches, les niveaux d'effort indiqués reflètent des exigences prévues par le client. Veuillez consulter l'ANNEXE 1 – FICHE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION FINANCIÈRE, qui précise que le niveau d'effort indiqué constitue des exigences approximatives fournies de bonne foi. Par conséquent, l'exigence demeure inchangée.

Question 24 :

Le CTC1.6 indique ce qui suit :

« Expérience du soumissionnaire dans l'exécution de projets autres que ceux des CTO1 et qui répondent à chacun des éléments suivants :

-
- a) Le soumissionnaire a répondu à chacun des sous-critères a, b et c des CTO1;
 - b) Le projet a été réalisé pendant au moins 36 mois consécutifs au cours des 96 mois précédant la date de clôture de la demande de soumissions;
 - c) La valeur totale du contrat du projet est d'au moins 6 millions de dollars (taxes applicables en sus) pour le volet des services professionnels seulement. La valeur du contrat renvoie à la somme facturée au client qui reçoit les travaux et les règle;
 - d) Le soumissionnaire était responsable d'au moins 10 ressources ayant chacune exécuté au moins 1 575 heures de travail au cours de la même période de 12 mois.

1 projet = 10 points

2 projets = 20 points

3 projets répondant aux critères ci-dessus = 30 points »

Le CTC1.6 exige que le soumissionnaire démontre une expérience dans trois autres projets similaires en portée aux projets indiqués dans le CTO1, et pour lesquels la valeur facturée du projet (c'est-à-dire le montant facturé au client pour les services professionnels) soit d'au moins 6 millions de dollars. Les deux projets exigés au CTO1 devant afficher une valeur facturée de deux millions de dollars seulement, pourquoi la Couronne demande-t-elle maintenant des projets affichant une valeur trois fois supérieure pour les critères cotés?

Par ailleurs, outre les autres critères (a, b, c, d) que les projets sont tenus de respecter, et compte tenu du fait que la grille de notation octroie un nombre de points donnés ou pas de point du tout (c'est-à-dire qu'un projet doit satisfaire aux quatre critères pour obtenir des points), il est très difficile pour quiconque, en dehors de l'entrepreneur titulaire actuel, d'obtenir une bonne note à cette exigence.

Dans l'intérêt d'un processus d'approvisionnement équitable et transparent nous demandons, en ce qui concerne le CTC1.6, que :

- La valeur du contrat soit réduite à 2 millions de dollars ou plus pour obtenir la totalité des points;
- Les points soient octroyés à un contrat de la manière suivante : 2 à 2,99 M\$ = 5 points; de 3 à 4,99 M\$ = 7,5 points, et plus de 5 M\$ = 10 points

Réponse 24 :

Les exigences obligatoires du présent appel d'offres constituent vraiment des exigences essentielles, alors que les critères cotés sont utilisés pour évaluer divers éléments de la soumission technique afin que le mérite relatif de chacune des soumissions puisse être utilisé pour les distinguer les unes des autres. Ce critère coté reflète l'exigence du client et, par conséquent, demeure inchangé.

Question 25 :

Le CTC1.1 indique ce qui suit :

« Projets demandés par le soumissionnaire pour les CTO1 : pour chaque catégorie de ressources ajoutée au minimum de 10 des CTO1, et qui répondent à tous les critères TO1 :

De 11 à 12 catégories de ressources = 5 points par projet

De 13 à 14 catégories de ressources = 10 points par projet

De 15 à 16 catégories de ressources = 15 points par projet

De 17 à 18 catégories de ressources = 20 points par projet

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8484-168506/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8484-168506

Amd. No. - N° de la modif.
006
File No. - N° du dossier
062sv.W8484-168506

Buyer ID - Id de l'acheteur
062sv
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Bien qu'il existe un certain nombre de contrats volumineux dans l'ensemble du gouvernement, très peu d'organisations, s'il en est, formuleraient des exigences correspondant parfaitement aux catégories de services et de ressources demandées dans la présente invitation à soumissionner. En exigeant que les soumissionnaires satisfassent à 17 des 27 catégories (c'est-à-dire qu'ils démontrent que les rôles et les responsabilités sont en accord avec les catégories de ressources de la présente invitation à soumissionner) pour obtenir le maximum de points, la Couronne limite considérablement le bassin de soumissionnaires qualifiés, et favorise grandement l'entrepreneur titulaire actuel.

Dans l'intérêt d'un processus d'approvisionnement équitable et transparent, nous demandons respectueusement à ce que le CTC1.1 soit révisé de sorte que toute catégorie de ressources au-delà des 10 obligatoires du CTO1 d) soit acceptable, qu'elle corresponde ou non aux catégories de la présente invitation à soumissionner.

Réponse 25 :

Les titres des catégories de ressources présentées n'ont pas à correspondre exactement à ceux de l'énoncé des travaux, mais doivent équivaloir aux catégories professionnelles figurant dans l'énoncé des travaux. Par conséquent, cette exigence demeure inchangée.

Question 26 :

La Couronne aurait-elle l'amabilité de confirmer qu'une cote de sécurité personnelle sera considérée comme étant « active » si sa mise à jour est en cours auprès de la DSIC de TPSGC au moment de la présentation de la soumission ou de l'octroi du contrat?

Réponse 26 :

Veuillez vous reporter à l'appel d'offres, **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES**, et plus particulièrement à l'article 6.1, 2, pour connaître les conditions à remplir avant l'octroi d'un contrat.

Question 27 :

Veuillez vous reporter à la Partie 4 – Procédures d'évaluation et méthode de sélection, 4.1.1.1 Critères techniques cotés, CTO2.2.1. Selon notre expérience, les titres ou diplômes obtenus aux États-Unis sont habituellement acceptés et jugés équivalents à ceux obtenus au Canada, et leurs titulaires ne sont pas habituellement tenus d'obtenir un document d'équivalence académique pour exercer leur profession au Canada. Par conséquent, veuillez confirmer qu'une personne qui est titulaire d'un baccalauréat ès sciences en génie électrique décerné par l'université de l'État de New York serait jugée en conformité à l'égard de cette exigence, et qui n'est pas nécessaire que cette personne sollicite et obtienne un document d'équivalence académique canadien.

Réponse 27 :

L'exigence demeure inchangée, étant donné que les équivalences académiques canadiennes doivent être obtenues lorsque le titre ou le diplôme d'études secondaires a été effectué et obtenu en dehors du Canada.

Les directives concernant la fourniture du diplôme approprié, ou du document d'équivalence académique sont fournies dans la **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**, dans la colonne Renseignements justificatifs.

Question 28 :

Veillez consulter les sections 13 Exigences minimales de qualification des ressources et 13.1 Gestionnaire de comptes principal de l'annexe A, Énoncé des travaux, qui indiquent ce qui suit : « Toutes les ressources du gestionnaire de comptes principal doivent avoir acquis, au cours des 10 dernières années, à partir de la date de délivrance de l'AT, au moins 36 mois d'expérience de la gestion d'équipes de projet composées d'au moins 10 personnes travaillant à la réalisation d'un(de) projet(s) technique(s) nécessitant la prestation de services de TI ou d'ingénierie. ». Étant donné que le présent appel d'offres comprend des exigences en matière de formation, la Couronne tiendrait-elle compte d'une expérience liée à des projets de formation technique pour ce poste?

Réponse 28 :

Les exigences minimales de qualification relative à la section 13.1, Gestionnaire de comptes principal, ont été révisées. Veuillez vous reporter à l'alinéa 2) c) ci-dessous.

Question 29 :

Dans la modification 5, à la réponse 18, la Couronne a refusé d'inclure une limite de responsabilité à la clause N000C des CCUA, en indiquant ce qui suit : « Puisqu'il s'agit d'un besoin en recherche et en développement, cette clause ne sera pas incluse dans le contrat subséquent. » Étant donné que le MDN contrôlera tous les aspects de l'environnement, notamment les livrables, l'emplacement et tous les aspects liés à la sécurité physique et à la cybersécurité, le Canada pourrait-il préciser la justification fournie à la réponse 18 de la modification 5 en expliquant exactement ce qui justifierait dans le cadre d'un « besoin en recherche et en développement » le refus d'inclure une limite à la responsabilité d'un soumissionnaire?

Réponse 29 :

Conformément aux clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2040 (4/4/2016) Conditions générales – Recherche et développement, qui fait partie du contrat, la section 26 indique ce qui suit : « Les parties conviennent qu'aucune disposition relative à la limitation de la responsabilité ou à des indemnités ne s'applique au contrat à moins d'être reproduite entièrement dans les articles de convention. »

La clause N000C des CCUA est utilisée spécifiquement dans les contrats de gestion de l'information et de technologie de l'information (GI-TI) parce qu'un pouvoir spécial a été accordé par le Conseil du Trésor pour attribuer les risques conformément à cette clause pour ces contrats. Ce contrat visant, par nature, principalement la recherche et le développement, et non la GI-TI, cette clause ne sera pas incluse dans le contrat subséquent.

Question 30 :

En tant que soumissionnaire actif pour de nombreux appels d'offres gouvernementaux, nous avons observé au cours des dernières années que le gouvernement du Canada a, à plusieurs reprises, pour des services divers et variés, accepté de limiter la responsabilité du soumissionnaire. En voici quelques exemples : SERVICES BUREAU D'AIDE JUSTICE CANADA Solicitation No. - N° de l'invitation 19335-160056/A, et SYSTÈME D'INFORMATION DE LA GESTION DES RESSOURCES DE LA DÉFENSE (SIGRD) ET SERVICES DE SOUTIEN DU SYSTÈME SIGMA, MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE POUR LE SIGRD/TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8484-168506/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8484-168506

Amd. No. - N° de la modif.
006
File No. - N° du dossier
062sv.W8484-168506

Buyer ID - Id de l'acheteur
062sv
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

POUR LE SYSTÈME SIGMA SIGRD/SIGMA SERVICES PROFESSIONNELS - APPEL
D'OFFRES W8474-126279.

Puisque le présent contrat vise la fourniture de services professionnels, administratifs et techniques, et que le MDN contrôle l'environnement physique dans tous ses aspects, y compris la sécurité physique et la sécurité de la GI, la propriété des plateformes, systèmes et réseaux de TI, le MDN modifiera-t-il sa réponse à la question 18 et publiera-t-il une modification qui inclut une limite de responsabilité?

Réponse 30 :

Outre les renseignements fournis par la *Réponse 29*, la décision d'utiliser la clause de responsabilité à la section 26 des CCUA 2040 (4/4/2016) Conditions générales – Recherche et développement, qui n'apporte aucune information quant à la responsabilité de l'entrepreneur dans le contrat subséquent, s'appuie également sur le fait que le contrat proposé est fondé sur l'autorisation des tâches et que, par conséquent, les risques encourus par l'entrepreneur sont limités.

Question 32 :

En ce qui a trait à la ressource : Ingénieur principal de modélisation et de simulation dans un environnement réparti Le critère obligatoire CO2.3.4 et le critère coté CT2.3.1 imposent l'utilisation de Virtual Battlespace, version 2 (VBS2), en tant qu'outil de simulation, et indiquent une expérience de plus de 36 mois. La version actuelle de l'outil VBS est la 3.0. Elle remplace VBS2 dans de nombreux environnements, y compris sans toutefois s'y limiter, ceux de l'armée et de la marine canadiennes. L'interface virtuelle de commandement et de contrôle (VCCI), qui fait également partie des exigences de cet appel d'offres, est désormais conforme à VBS3. VBS3 est en majeure partie compatible avec VBS2.

Compte tenu du niveau de compatibilité entre VBS2 et VBS3, ainsi que des efforts actuels des forces armées canadiennes pour migrer de VBS2 à VBS3, serait-il possible de cumuler l'expérience d'utilisation des deux applications pour satisfaire à l'exigence des 36 mois?

Réponse 32 :

Veuillez consulter la partie 2, paragraphes a) et b) de la présente modification.

Question 33 :

En ce qui a trait aux ressources : Ingénieur principal de modélisation et de simulation Le critère technique coté CTC2.1b.1 établit l'exigence de disposer d'un outil de gestion du cycle de vie QualiWare. Un certain nombre d'outils sont utilisés pour répondre précisément à cette exigence, avec des objectifs communs et des processus qui ne diffèrent que modérément. Jusqu'à présent, notre organisation utilisant plusieurs de ces outils pour des programmes de la Couronne, nous estimons que l'expérience d'utilisation d'un outil est transférable à celle d'utilisation d'un autre.

Est-il possible d'utiliser Enterprise Architect pour satisfaire à l'exigence relative à Qualiware, l'outil de gestion du cycle de vie?

Réponse 33 :

Compte tenu des exigences du client, l'outil de gestion du cycle de vie Qualiware doit être utilisé pour satisfaire à ce critère. Ce critère reste inchangé.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8484-168506/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8484-168506

Amd. No. - N° de la modif.
006
File No. - N° du dossier
062sv.W8484-168506

Buyer ID - Id de l'acheteur
062sv
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Question 34 :

En ce qui a trait aux ressources : Ingénieur principal de modélisation et de simulation Le CTC2.1b.2 porte sur l'exigence relative à la rédaction et à la tenue de la documentation liée à la gestion du contrôle de la configuration. Cette exigence précise par ailleurs que le travail doit être effectué sur un réseau de niveau secret ou supérieur de l'OTAN. L'essence de ce travail consiste à rédiger et à tenir à jour la documentation liée à la gestion du contrôle de la configuration. L'exigence subséquente visant à effectuer le travail sur un réseau de niveau secret de l'OTAN n'a pas d'incidence sur la capacité à effectuer le travail. Il semblerait qu'effectuer le travail sur un réseau segmenté, conforme aux marchandises contrôlées et aux normes de l'International Traffic in Arms Regulations (ITAR), serait comparable.

Une expérience en conduite des travaux indiqués au CTC2.1b.2 sur un réseau segmenté, à accès limité, conforme aux marchandises et aux normes de l'ITAR peut-elle être considérée comme étant équivalente à une expérience sur un réseau secret de l'OTAN?

Réponse 34 :

La modification 005 a révisé le critère relatif au réseau secret de l'OTAN pour indiquer ce qui suit : « un réseau de niveau secret ou d'un niveau supérieur, conformément aux normes du gouvernement fédéral du Canada ou des États-Unis ». Toutefois, le travail effectué sur un réseau segmenté, à accès limité, conforme aux marchandises contrôlées et aux normes de l'ITAR ne satisfait pas ce critère.

Question 35 :

Nous aimerions demander respectueusement une prolongation de deux (2) semaines de la date de clôture de la demande de soumissions.

Réponse 35 :

La date de clôture de la demande de propositions a été repoussée au 28 février 2017, à 14 h, heure de l'Est.

2) a) Dans la **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET BASE DE SÉLECTION, 4.1.1.1 Critères techniques obligatoires, CTO2 Ressources du soumissionnaire, CTO2.3 Ingénieur principal de modélisation et de simulation dans un environnement réparti;**

SUPPRIMER :

CTO2.3.4	La ressource proposée doit avoir acquis, au cours des 5 années précédant la date de clôture de la demande de soumissions, au moins 36 mois d'expérience de développement ou de l'utilisation d'environnements répartis de simulation à l'aide de VBS2.	Voir la partie 3 de la demande de soumissions.	
----------	--	--	--

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8484-168506/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8484-168506

Amd. No. - N° de la modif.
006
File No. - N° du dossier
062sv.W8484-168506

Buyer ID - Id de l'acheteur
062sv
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

REEMPLACER PAR :

CTO2.3.4	La ressource proposée doit avoir acquis, au cours des 5 années précédant la date de clôture de la demande de soumissions, au moins 36 mois d'expérience de développement ou de l'utilisation d'environnements répartis de simulation à l'aide de VBS2 ou VBS3.	Voir la partie 3 de la demande de soumissions.	
----------	--	--	--

b) Dans la **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION, 4.1.1.2 Critères techniques cotés (CTC), CTC2 Critères techniques cotés relatifs aux ressources proposées du soumissionnaire, CTC2.3 Ingénieur principal de modélisation et de simulation dans un environnement réparti, le CTC2.3.1;**

SUPPRIMER :

- VBS2

REEMPLACER PAR :

- VBS2 ou VBS3

c) Dans l'**ANNEXE A, ÉNONCÉ DES TRAVAUX, 13 EXIGENCES MINIMALES DE QUALIFICATION DES RESSOURCES, 13.1 GESTIONNAIRE DE COMPTES PRINCIPAL;**

SUPPRIMER :

Toutes les ressources du gestionnaire de comptes principal doivent avoir acquis, au cours des 10 dernières années, à partir de la date de délivrance de l'AT, au moins 36 mois d'expérience de la gestion d'équipes de projet composées d'au moins 10 personnes travaillant à la réalisation d'un(de) projet(s) technique(s) nécessitant la prestation de services de TI ou d'ingénierie.

REEMPLACER PAR :

Toutes les ressources du gestionnaire de comptes principal doivent avoir acquis, au cours des 10 dernières années, à partir de la date de délivrance de l'AT, au moins 36 mois d'expérience de la gestion d'équipes de projet composées d'au moins 10 personnes travaillant à la réalisation d'un(de) projet(s) technique(s) nécessitant la prestation de services ou de formation de TI ou d'ingénierie.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.